

MÉDICAMENT-RECHERCHE L' AFCROS S'INQUIÈTE

Quel sera l'avenir du médicament et de la recherche après 2007 ? A la veille d'une échéance électorale majeure, les représentants des sociétés de recherche clinique sous contrat ont fait le point sur les évolutions à venir de la branche pharma.

JEAN-JACQUES CRISTOFARI

Quand l'industrie pharmaceutique éternue, ses prestataires s'enrhument. Au nombre de ces derniers figurent les CRO ou sociétés de recherche sous contrat, qui viennent de traverser deux années difficiles. Ce phénomène est, à la fois, lié aux retards apportés dans la transposition en droit français de la directive européenne de 2001, relative à l'application de bonnes pratiques cliniques dans la conduite d'essais cliniques de médicaments à usage humain, ainsi qu'aux ralentissements observés sur le terrain même de la recherche pharmaceutique, en France. Après une année 2006 pour le moins morose, 2007 se présentera-t-elle mieux pour ceux qui espèrent que notre pays maintienne une certaine attractivité dans ce dernier domaine, comme dans celui, plus vaste, de la production de médicaments ? Pour le savoir, les membres de l'AFCROS, qui vient de renouveler son bureau, ont



De d. à g. Michel Abiteboul, Gérard Sorba et Antoine Cournot, trois présidents successifs de l'AFCROS

invité quelques experts issus de différents horizons à donner leur vision de la situation actuelle de la branche, pour leurs traditionnels vœux de la nouvelle année. « La France dépense 11 % de son PIB à la santé et cette part ne pourra que s'accroître à l'avenir si l'on veut garder la même qualité des soins », a souligné en introduction à la conférence, Christophe Weber, pdg de GSK France. Pour se préparer à cette progression, il sera nécessaire de s'interroger sur le financement de ces dépenses en s'assurant que l'efficacité du système de santé soit la meilleure et la plus optimale possible, a averti l'industriel. « Il faudra, à cet égard, créer un système avec davan-

tage d'incitation à la qualité, tant du côté des médecins que de celui des patients », a indiqué ce dernier. Dans ce registre, le médicament est pris dans un véritable étau, avec à l'entrée, un système très sélectif où les laboratoires doivent démontrer qu'ils innovent pour accéder à un remboursement. Et à la sortie, en fin de vie des produits, une concurrence des génériques face auxquels les princeps sont souvent désarmés. A cette situation s'ajoute « une croissance limitée à 1 % qui le plonge secteur dans une véritable crise larvée ».

L'industrie, un prestataire de soins.
Une autre politique du médicament ►►►

► LE NOUVEAU BUREAU DE L'AFCROS

Michel Abiteboul (Quintiles), Président
Régine Rouzier (Centre CAP), vice-présidente
Hubert Méchin (Mapi-Naxis), vice-président
Gérard Sorba (Clinact), secrétaire général
Bernard Bousquet (ABR Pharma), SG adjoint
Hervé Blanchard (Kendle), trésorier
Franck Sevenier (Fovea), trésorier adjoint

► MICHEL ABITEBOUL NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'AFCROs

Médecin rhumatologue et interniste au CHU de Toulouse, Michel Abiteboul est aujourd'hui Global corporate business développeur au sein de la CRO américaine Quintiles, où il est entré il y a dix ans pour assurer la direction de sa filiale française et le développement de la société, en Europe. Son parcours dans l'industrie pharmaceutique commence chez MSD dans les années 80 comme conseiller scientifique. Il occupera son 1er poste chez Synthelabo, au développement international, passera ensuite au médico-marketing chez Specia, avant de rejoindre Rhône Poulenc Santé, devenu RPR, où il aura en charge le développement international d'une gamme en médecine interne. Il succède à la tête de l'AFCROs à Gérard Sorba, de Clinact, 1er président de l'association en 2002, et à Antoine Cournot, de Therapharm Recherches, qui lui a passé le relais le 25 janvier dernier.

►►► devra-t-elle s'imposer à l'avenir avec des dépenses de santé évoluant vers les 14 %, comme aux Etats-Unis ? L'ancien ministre de la Santé, Claude Evin, député devenu président de la Fédération hospitalière de France (FHF), veut y croire. « Nous n'échapperons pas à un débat public sur des obligations d'amélioration du service rendu aux malades, notamment chroniques, dans notre contexte de dépenses largement socialisées », a précisé ce dernier, pour qui l'évaluation de la qualité devra être poursuivie

et renforcée. Quant à l'industrie pharmaceutique, l'ancien ministre la considère comme un « prestataire de soins », au même titre que les autres, auquel il faudra fixer des objectifs. « Il faudra aussi avancer dans le financement des maladies chroniques et la manière dont on assume leur prise en charge devra être repensée », a fait savoir Claude Evin. Autrement dit, il sera impératif de dégager des procédures de financement de la santé qui s'appuient sur des pathologies et monter des programmes de « disease management », à l'instar de ce que font nos voisins Allemands. A défaut, la régulation du système restera basée sur des objectifs brutaux !

« Si le marché est plat et ne voit pas émerger de grandes innovations, les fondamentaux de l'industrie pharmaceutique demeurent bons », a plaidé de son côté l'économiste, Claude Le Pen. D'après lui, il ne fait de doute que la branche opère un « changement de modèle ». « Ceux qui s'en sortent le mieux sont ceux qui ont fait le pari des biotechs », poursuit ce dernier. « L'innovation est face à des difficultés, car si elle est un bien global, sa consommation est locale. Il est difficile d'imaginer un financement local. La dynamique de l'industrie pharma, qui a concentré ses centres de recherche, est contradictoire face aux financements demandés à des pouvoirs publics ». Autrement dit, s'il est possible de diminuer les coûts de la santé (la

France l'a prouvé), comment financer des dépenses qui restent socialisées, avec un déficit qui se creuse toujours plus ?

Soutenir la recherche clinique. Dans ce contexte difficile pour la pharma, et auquel le futur gouvernement devra apporter des réponses, quel est l'avenir de la recherche, notamment clinique ? « J'ai à cet égard un vision plus optimiste des choses », a affirmé Christophe Weber. « Car la France est le 4ème marché mondial et elle se sera encore en 2010. Or un pays qui est au 4ème rang doit avoir une activité importante en développement clinique ! » a confié le président du LIR. « Il faut tout faire pour garder et développer la recherche clinique en France » a également insisté Claude Evin, estimant qu'il y avait là un « intérêt de santé publique ». « L'industrie pharmaceutique innove et il faut être volontariste pour que l'écart ne se creuse pas avec nos voisins », a enfin observé Claude Le Pen, en invitant à réconcilier les deux facettes du médicament, à la fois bien de santé, mais aussi bien industriel. Au total, les 250 invités de cette manifestation de l'AFCROs ont pu noter que la branche pharmaceutique tricolore avait encore quelques atouts en main. Encore ne faudrait-il pas les gaspiller dans le jeu d'une compétition internationale où tous les soutiens comptent. ■

BULLETIN D'ABONNEMENT



Nom

Prénom

Société

Fonction

Adresse

.....

.....

.....

Tél.

(*) Nombre d'abonnement (s)

De 1 à 10 abonnements : 127 € TTC (TVA 2,10 %)

Pour abonnement multiple, au-delà de 10, nous consulter

Je joins par chèque à l'ordre de « Pharmaceutiques » mon règlement de :

127 € x soit € TTC

J'adresserai mon règlement à réception de facture

Merci de bien vouloir retourner ce bulletin à :

PHARMACEUTIQUES

22, avenue d'Eylau - 75116 Paris

Tél. : 01 44 05 83 00 Fax : 01 47 27 15 22

(*) Annexer la liste dactylographiée des abonnés (nom, prénom, fonction, adresse) et indiquer l'entité à facturer.

Les informations personnelles vous concernant sont destinées à la société PR Editions. Elles sont nécessaires au traitement de votre demande et à la gestion de votre abonnement au magazine *Pharmaceutiques*. Sauf opposition de votre part, elles pourront également vous permettre de recevoir des informations commerciales et de la documentation de la part de PR Editions ou de la part des autres sociétés de son Groupe.

Conformément à la loi Informatique et libertés vous disposez d'un droit d'accès et de rectification relativement aux informations vous concernant que vous pouvez exercer à tout moment en écrivant à l'adresse suivante : Pharmaceutiques, 22 avenue d'Eylau, 75116 Paris.